8 MARS : GREVE FEMINISTE

MANIFESTATION
14h, Capitole à Toulouse

Encore une fois, le 8 mars, Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, se tient dans un contexte d'attaques internationales contre les droits et les libertés des femmes et des minorisé.e.s de genre. En France, l'appel du gouvernement au "réarmement démographique" renforce le contrôle sur les corps des femmes et des personnes LGBTQIA+, autant de régressions inquiétantes qui tracent la voie pour l'extrême-droite. Nous ne sommes pas des usines à reproduction au service du patriarcat et du capitalisme.

Organisations féministes, anti-patriarcales et anti-capitalistes (collectif, associations, syndicats, mouvements et partis), nous unissons nos voix pour affirmer :

Pas d'égalité sans égalité salariale complète entre les femmes et les hommes :
les femmes, souvent assignées à des emplois précaires et en temps partiel imposé, gagnent en moyenne 24,4% de moins que les hommes et 40% de moins de pension de retraite propre. Il faut partager le temps de travail, augmenter les salaires (en particulier des métiers à prédominance féminine et racisée) et les indexer sur l'inflation !

Pas d'égalité sans investissements massifs dans les services publics :
alors que la santé, l'école publique, la petite enfance et l'aide à la personne traversent une crise sans précédent, il est urgent d'ouvrir des postes, de rénover les équipements et les adapter au public, accueillir les usager·e·s dans les meilleures conditions.
+ de services publics gratuits, c'est aussi - de travail domestique non payé.
+ de services publics gratuits, c'est aussi la condition indispensable à l'accès au droit à l'IVG inscrit dans la Constitution et aux droits fondamentaux à la transition et la PMA.

Pas d'égalité sans une meilleure prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles :
au moins 37% des femmes ont subi des rapports sexuels non consentis ; 250 000 femmes sont victimes de violences conjugales chaque année ; 900 féminicides ont été commis depuis l'arrivée de Macron à la présidence. Nous luttons pour que les lois et obligations spécifiques soient appliquées par l'Etat et les employeurs. Les associations doivent avoir les moyens pour prévenir, accueillir, loger et accompagner les personnes victimes de violences de genre.

Pas d'égalité sans une éducation à la vie sexuelle et affective, intégrée au cursus scolaire :
les idées réactionnaires se diffusent massivement, avec un homme de 25 à 34 ans sur 4 qui estime qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter. Chaque jeune doit avoir accès à une éducation de qualité, dispensée par des personnes qualifiées.

Pas d'égalité sans retrait de la Loi Immigration :
la loi fragilise encore davantage les femmes migrantes et les personnes LGBTQIA+. La restriction du droit d'asile et du regroupement familial les pénalisera en premier lieu. Chassées par les guerres et les persécutions de genre, elles subissent dans le parcours migratoire et en France violences, viols et sont la proie de réseaux mafieux. La reconnaissance des persécutions de genre pour obtenir l'asile est une exigence des féministes. Il est hors de question que nos droits soient instrumentalisés par une politique d'État raciste : il faut y mettre un terme et régulariser les personnes sans-papiers !

De l'Iran à l'Argentine, du Congo à la Hongrie, de l'Afghanistan à la Palestine, solidarité avec les luttes des femmes et personnes LGBTQIA+ du monde entier !

Des préavis de grève sont posés dans tous les secteurs. Vendredi 8 mars, toustes en grève !

LSF

MA Capitole

Premiers signataires :

APIAF, Nous Toustes 31, Planning Familial 31, ATTAC 31, Association des Femmes Kurdes Toulosaines, Marche Mondiale des Femmes Occitanie, Solidaires 31, FSU 31, CGT31, Du Pain et des Roses 31, La France Insoumise 31, NPA 31, EELV, ...